

REVENDEICATIONS SANITAIRES DU SNICA-FO : CE QUE REPOND LA DSR...

En préambule de la conférence téléphonique de ce vendredi avec Wassim Kamel, Sous-Directeur ERPC, le SNICA-**FO** a pointé la lourde responsabilité de l'Administration dans la gestion de la crise avant le confinement, des directeurs jusqu'au gouvernement, en passant par la DSR.

Nous avons dénoncé cet attentisme coupable qui a mis en jeu la santé et la vie des IPCSR et a transformé les IPCSR en vecteurs potentiels de l'épidémie pour leurs proches, parents et enfants notamment.

Dès lors sur le terrain, le ressentiment et la défiance sont importants.

C'est pourquoi le SNICA-**FO** l'a réaffirmé, il ne s'agit plus de tergiverser, ni de trouver un « *compromis acceptable* » entre production d'examens et santé des agents, il s'agit de garantir une reprise d'activité à « *zéro risque* » qui s'appuie notamment sur notre cahier de revendications ([cliquez ici](#)).

Wassim Kamel indique qu'il partage nos objectifs pour la reprise de l'activité et qu'il y travaille avec ses équipes, en lien également avec les organisations professionnelles de l'enseignement.

Pour autant, dès lors qu'il convient de rentrer dans le détail de nos revendications, il nous demande un délai de 15 jours pour répondre!

Il insiste par ailleurs sur le fait que ce type de décisions doit être validé à un niveau supérieur au sien, au ministère de la santé notamment. Il rejoint en cela le mail, a minima maladroit, du DISR au SNICA-**FO** que vous trouverez en bas de page.

C'est ainsi que l'on voit se dessiner, de nouveau, le scénario d'avant confinement : la DSR ne décide de rien, les décisions viennent du ministère de la santé et du Premier ministre !

Le SNICA-**FO** explique alors que les agents n'ont que faire de savoir d'où viennent les décisions et qui les valident. En revanche ce qu'ils savent, c'est que jusqu'ici ces mêmes décideurs les ont mis en danger.

Ce qu'attendent les IPCSR, c'est d'être reconnus comme exerçant des missions à fort risque et de ce fait bénéficier de mesures adaptées.

Nous rappelons de nouveau au Sous-Directeur la responsabilité des employeurs en matière de protection des salariés et sur les possibles conséquences pénales des carences constatées en la matière.

Non les IPCSR et DPCSR ne sont pas disposés à reprendre le travail sur les mêmes bases que celles qui ont prévalu avant le confinement !

Dans les semaines qui viennent, nous continuerons d'œuvrer pour faire entendre raison à l'Administration. Les déclarations du Président de la République le lundi de Pâques pressent désormais la DSR à agir promptement. Car une reprise dans des conditions acceptables s'anticipe, notamment en ce qui concerne la distribution de matériels de protection. A défaut, comme nous l'avons dit au sous-directeur, nous serons contraints de mettre à disposition des IPCSR et DPCSR les outils qui leur permettront de refuser d'être de nouveau mis en danger.

Le mer. 8 avr. 2020 à 11:31, JULLIARD David DSR a écrit :

Monsieur le Secrétaire général

Vous appelez mon attention sur les conditions dans lesquelles les inspecteurs du permis de conduire reprendront leur activité, lorsque prendra fin la mesure de confinement décidée par le gouvernement.

Comme les organisations syndicales, je suis profondément attaché aux conditions de travail et à la protection de la santé des inspecteurs et de l'ensemble des agents qui travaillent au service de l'éducation routière.

Le Sous-directeur de l'éducation routière et du permis de conduire travaille actuellement, en étroite concertation avec les organisations syndicales, comme avec les organismes professionnels sur les modalités de cette reprise, qui devra conjuguer le respect des conditions de travail des agents avec la mobilisation attendue des services de l'Etat pour rendre le service essentiel pour la population française que constitue l'examen pratique du permis de conduire.

Je profite de cette occasion pour remercier votre organisation de sa contribution à cet exercice et du sens du service public qu'elle y démontre.

Il nous faudra tous ensemble trouver les meilleures solutions pour résorber les nombreux examens en attente et offrir à chacun la possibilité d'accéder au permis de conduire.

Il nous faudra surtout être extrêmement attentifs aux consignes sanitaires qui seront données par les personnes les plus qualifiées en la matière. Je serai particulièrement vigilant sur ce point. Nul ne pourra improviser les mesures de prophylaxie qui devront émaner du seul ministère de la santé. Il n'appartient donc ni à la DSR, ni à quiconque qui n'y est pas autorisé ou qui n'a pas qualité pour le faire, de prescrire les mesures essentielles à la sécurité sanitaire de nos collègues, des accompagnants et des candidats au moment du passage de l'examen.

De ce point de vue, les propositions que vous formulez semblent intéressantes et pertinentes mais elles ne sauraient se substituer aux prescriptions des autorités sanitaires. Notre responsabilité collective serait lourde si nous improvisions, sans l'indispensable caution scientifique, les mesures que nous imposerons.

De même que j'ai attendu les consignes du gouvernement pour décider l'interruption de l'activité du passage de l'examen, j'attendrai ces mêmes consignes et les prescriptions qui l'accompagneront pour décider de la date et des modalités de la reprise de cette activité.

Je souhaite vous redire combien le travail et l'engagement des inspecteurs est et restera précieux pour la Sécurité routière.

Bien cordialement. David JULLIARD Adjoint au Délégué à la Sécurité routière